

**Présentation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels au CHS-CT
16 mai 2013**

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) a été constitué par M. Pierre CHASSAGNOUX, Assistant de Prévention (AP) pour la DDFiP des HAUTES PYRENEES.

Il résulte de l'appréciation par le Chef de service départemental des éléments d'information disponibles en mai 2013, recueillis selon les sources suivantes:

- Recensement par les personnels à la faveur de la mise à jour annuelle (code source sur le tableau = pers) ou lors de la mise à jour précédente (code source = pers 2012)
- Rapports de visite établis par l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail , ISST (code source sur le tableau = isst)
- Registres Santé et Sécurité au Travail des différents sites (code source sur le tableau = rsst)
- Autres informations portées à la connaissance de l'assistant de prévention: service logistique et immobilier, entretiens du dialogue de gestion, visites de sites , etc... (code source sur le tableau = ap)

Les situations d'exposition à des risques professionnels sont classées par grandes familles telles que définies dans le guide pratique élaboré par le Secrétariat général du Ministère, puis au sein de chaque famille elles sont présentées par indice de risque décroissant:

- Risque intolérable: indice A
- Risque substantiel: indice B
- Risque modéré: indice C
- Risque tolérable: indice D

Le projet de Programme Annuel de Prévention (PAP) "actions prioritaires 2013" récapitule les situations d'exposition à des risques professionnels pour lesquelles une action visant à prévenir, contenir ou éliminer un danger pourra être conduite de manière prioritaire en cours d'année.

Préparation du document Unique : Typologie des Risques identifiés par les services

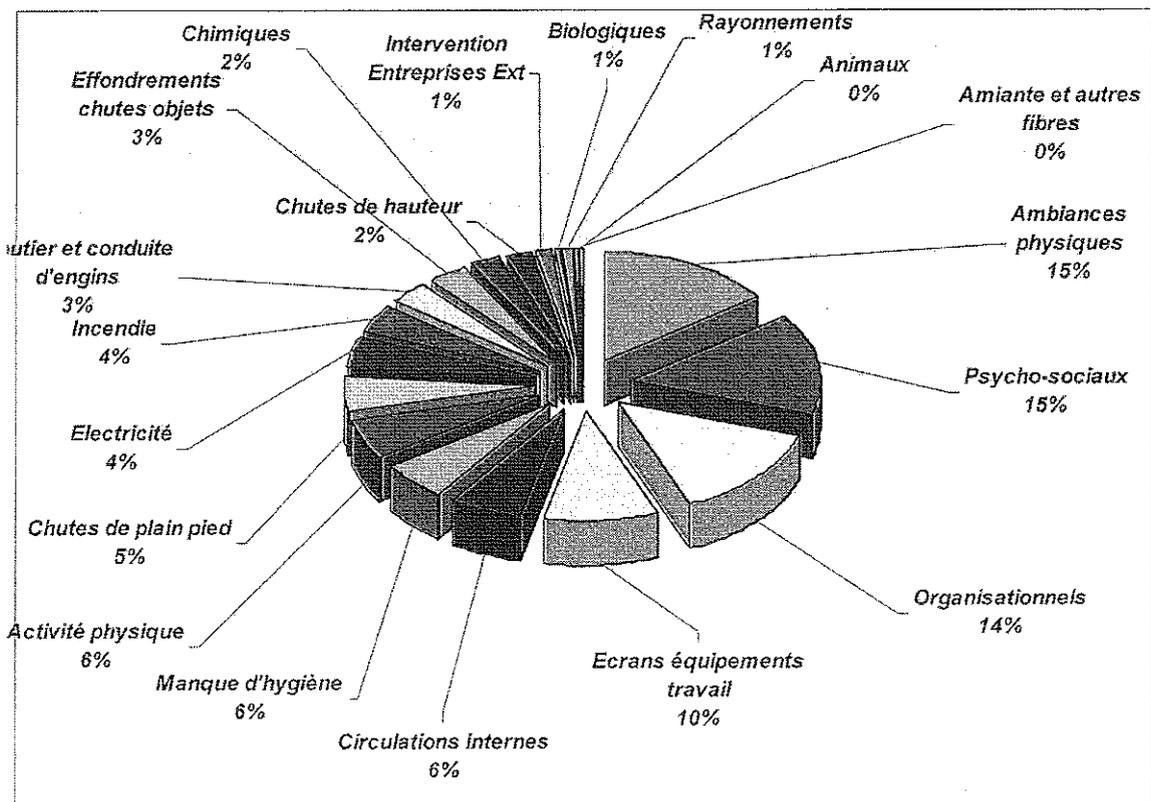
La phase de recensement a débuté en septembre 2012 selon les prescriptions de la Direction générale. Les services se sont mobilisés avec un degré d'adhésion très différencié à cette campagne de mise à jour qui s'est donc prolongée beaucoup plus longtemps que le prévoyait le dispositif national. La typologie des situations d'exposition à des risques professionnels recensées est synthétisée dans le tableau ci-après (détail dans document de travail communiqué pour la réunion CHS-CT du 22 mars 2013).

Par rapport à la précédente mise à jour du document unique (juin 2012) les tendances suivantes peuvent être dégagées.

- Stabilité en nombre de situations à risque: 300 items en 2013 pour 304 en 2012.
- Forte augmentation de la part relative prise par les risques psychosociaux et organisationnels, qui représentent 29% des situations identifiées en 2013 (19% en 2012).
- Le manque d'hygiène dans les locaux fait également l'objet de constatations en hausse sensible (6% des remarques en 2013 pour 3% en 2012).
- Les situations d'inconfort dues aux ambiances de travail sont, comme en 2012, les plus fréquemment constatées (15%, proportion stable).
- Les insuffisances signalées pour l'environnement et l'ergonomie du poste de travail constituent comme en 2012 une des quatre familles les plus représentatives des situations d'exposition aux risques professionnels (stabilité à 10% du total recensé).
- L'appréciation du risque incendie s'inscrit dans une évolution plutôt favorable (4% des items en 2013 contre 9% en 2012) qui peut trouver son origine dans la promotion des actions de sensibilisation des personnels (exercices, rédaction de règlements intérieurs) et dans la mise à niveau suivie des équipements (prévention incendie, électricité).
- Les personnels tendent à coter les risques potentiels à des niveaux plus critiques en 2013: 25% à l'indice A (14 % en 2012) et 29% à l'indice B (26% en 2012), avec un effet marqué essentiellement pour l'organisationnel et le psychosocial.

	Nbre de situations recensées par indice de risque				
	A	B	C	D	Total
Ambiances physiques	8	10	21	6	45
Psycho-sociaux	19	14	5	7	45
Organisationnels	11	9	17	5	42
Ecrans équipements travail	9	10	10		29
Circulations internes	3	2	10	3	18
Manque d'hygiène	3	3	10	2	18
Activité physique	2	4	7	4	17
Chutes de plain pied	3	8	4	1	16
Electricité	4	7	2		13
Incendie	4	3	5	1	13
Routier et conduite d'engins	4	4	1	1	10
Effondrements chutes objets	1	3	4	2	10
Chimiques		2	2	3	7
Chutes de hauteur	1	3	3		7
Intervention Entreprises Ext		3	1		4
Biologiques		1		1	2
Rayonnements		2			2
Amiante et autres fibres				1	1
Animaux	1				1
	73	88	102	37	300
	24%	29%	34%	12%	

en 2012		
15%	46	15%
15%	25	8%
14%	33	11%
10%	29	10%
6%	18	6%
6%	9	3%
6%	18	6%
5%	20	7%
4%	15	5%
4%	27	9%
3%	9	3%
3%	7	2%
2%	7	2%
2%	15	5%
1%	8	3%
1%	6	2%
1%	4	1%
0%	0	0%
0%	3	1%



Le document Unique : Principaux Risques identifiés

	Ambiances physiques				
	A	B	C	D	Total
<i>Document unique 2013</i>		6	31	8	45

Les situations recensées ont trait essentiellement aux conditions d'éclairage des postes de travail, aux ambiances sonores et thermiques. Elles retracent pour leur plus grand nombre des positions d'inconfort ou susceptibles de générer des dommages faibles.

La relative vétusté des bâtiments ou des équipements est en cause (CdFP Lannemezan), de même que l'inadaptation des locaux, même si certains ont pu bénéficier d'actions de rénovation (exemple pour certaines parties du CdFP de TARBES dans lesquelles le chauffage, la climatisation ou l'éclairage font l'objet de signalements par les personnels ou l'ISST).

L'éclairage des postes de travail dans divers sites ne satisfait pas les utilisateurs, situation d'inconfort dont les effets sont très souvent soulignés par des temps allongés d'utilisation des outils informatiques.

Plan d'actions prioritaires: contacts avec les bailleurs pour le CdFP Lannemezan et la Trésorerie de Bagnères de Bigorre.

Autres: vérifier la conformité du positionnement des postes de travail avec les prescriptions de l'architecte (CdFP Tarbes), sensibiliser les personnels à l'utilisation des équipements chaud/froid (CdFP Tarbes), expertises antenne régionale immobilière du Ministère (CdFP Lourdes, DDFiP Ormeau).

	Psycho-sociaux				
	A	B	C	D	Total
<i>Document unique 2013</i>		9	25	11	45

Les risques psycho-sociaux recensés concernent le ressenti de "pression" et de "stress au travail". Sont visées les situations de contact direct avec le public de plus en plus agressif, la surcharge de travail, les insuffisances d'outils nouveaux qui ne conduisent pas aux gains annoncés, la complexité croissante des tâches et la diminution des emplois implantés. L'appréciation du niveau de risque potentiel est assez hétérogène dans les différents services.

Plan d'actions prioritaires: mise à niveau des installations alarmes anti-agression aux guichets des CdFP Lourdes et Lannemezan. Essais réguliers des installations dans tous les sites. Organisation de formations à la réception du public difficile. Autorisations de fermeture ponctuelle des guichets pour les agents "isolés".

Autres: promotion de la réception en box; dialogue interne; diagnostic sur les conditions d'accueil dans les CdFP; périmètre, roulements, pauses... (notamment Tarbes)... cf. travaux du CTL; sécurisation d'un box au CdFP Tarbes;

	Organisationnels				
	A	B	C	D	Total
Document unique 2013		1	30	11	42

L'appréciation du niveau de risque potentiel est assez hétérogène dans les différents services pour des situations d'exposition comparables. Ce sont essentiellement les fonctions qui impliquent la détention et la manipulation de fonds en présence directe ou indirecte du public qui sont recensées.

Les situations d'isolement sont également signalées (affectation dans les petits postes de l'ancien réseau Trésor public), de même que les travaux dans des locaux spécifiques d'archive, ou en open-space.

Les conditions de stationnement pour le personnel et les usagers du CdFP de Tarbes font l'objet d'observations au titre de l'organisationnel (également au titre du risque circulations internes voir infra).

Plan d'actions prioritaires: aménagement d'une réception confidentielle pour la trésorerie de Bagnères. Mise à niveau des installations alarmes anti-agression et anti-intrusion des CdFP Lourdes et Lannemezan.

Autres: promotion des règles de sécurité liées à la manipulation de fonds (auto-formations, consignes du délégué départemental); transports de fonds assurés en priorité par les chefs de service; groupe de travail national sur la gestion des encaisses; recomposition de l'open space du PCE; expertise avec les services techniques de la ville de Tarbes des conditions d'accès au CdFP.

	Ecrans équipements travail				
	A	B	C	D	Total
Document unique 2013			4	25	29

Au delà des questions posées par la disposition des postes de travail et des écrans (liées également aux "ambiances-éclairage"), des demandes sont formulées pour le renouvellement des mobiliers (les sièges le plus souvent).

Plan d'actions prioritaires: ///

Autres: poursuite d'un plan pluriannuel de renouvellement des sièges en fonction des disponibilités budgétaires (DGF et/ou CHS CT); examiner les possibilités de fractionner les temps de saisie sur écran pour les travaux informatiques "industrialisés".

Les conditions de contrôle réglementaire périodique des ascenseurs ont été prises en compte par la participation à un marché interministériel régional. Un contrat de maintenance a été conclu pour la climatisation du CdFP Tarbes.

	Circulations Intérieures				
	A	B	C	D	Total
Document unique 2013		5	4	9	18

Des situations particulières sont signalées pouvant entraîner des dommages graves: conditions de circulation des véhicules et des piétons au CdFP de Tarbes (gestion du parking et de l'accès près du rond point du Bd Mchal Juin), circulations encombrées, serrures difficilement manoeuvrables (utilisation de clés même en urgence).

Plan d'actions prioritaires: Organiser avec les services techniques de la ville de Tarbes une expertise des conditions d'accès au CdFP et les conditions de stationnement aux abords immédiats (Bd Mchal Juin). Installer une molette "sortie libre" sur la porte de la Paierie départementale (sortie en urgence sans manipulation de clé).

Autres: ///

	Manque d'hygiène				
	A	B	C	D	Total
Document unique 2013			17	1	18

Des situations particulières sont signalées, plus nombreuses en 2013: les conditions d'entretien des locaux du CdFP de Tarbes sont remarquées pour l'insuffisance de moyens affectés; le remplacement de revêtements de sol très anciens ou difficilement entretenus est demandé par plusieurs services; le comportement particulièrement négligé du public reçu à la DDFiP Ormeau est à l'origine de quelques incidents.

Plan d'actions prioritaires: ///

Autres: mesures d'organisation du service (choix des produits d'entretien, affectation des blocs sanitaires public/personnel et hommes/femmes, priorisation des tâches confiées aux équipes d'entretien).

	Activité physique				
	A	B	C	D	Total
Document unique 2013		2	7	8	17

Les services communs, et les personnels affectés ponctuellement aux activités d'archivage ont recensé des situations de risque à la manipulation de charges (id pour le service CEPL en campagne de préparation des dépôts de comptes de gestion) ou à l'inconfort de certaines contraintes posturales (absence de tablettes en archives, station debout, espaces réduits). Certains services soulignent la répétitivité des tâches (risques de tendinites de capsulite de l'épaule).

Plan d'actions prioritaires: achat d'un chariot de manutention de colis pour le CdFP de Tarbes après vérification du besoin et recensement des équipements existants. Acquisition de protections individuelles pour l'agent de service du CdFP Tarbes (fait au 01/05/2013).

Autres: les agents demandeurs pourront solliciter une visite chez le médecin de prévention.

	Chutes de plain pied				
	A	B	C	D	Total
Document unique 2013			3	13	16

Ont été signalés les risques encourus par les personnels et les usagers qui empruntent les escaliers des CdFP de Tarbes et Lannemezan. Les réorganisations successives des espaces de travail conduisent à déplacer les bureaux; souvent les câblages électriques et informatiques cheminent au sol sans protection fixe.

Plan d'actions prioritaires: ///

Autres: vérifier le positionnement des postes de travail par rapport aux boîtiers de sol, aux colonnes d'alimentation, aux prises. Pose de goulottes fixes au sol.

Des travaux de protection et rénovation de l'escalier d'accès au CdFP de Lannemezan ont été réalisés.

	Electricité				
	A	B	C	D	Total
Document unique 2013			7	6	13

Ont été signalés les risques encourus par les personnels non habilités qui interviendraient sur les installations. Dans le même contexte que pour le risque chute de plain pied, ce sont les réorganisations successives des espaces de travail qui sont rappelées, qui conduisent à déplacer les bureaux; souvent les câblages électriques et informatiques cheminent au sol sans protection fixe.

Plan d'actions prioritaires: ///

Autres: vérifier le positionnement des postes de travail par rapport aux boîtiers de sol, aux colonnes d'alimentation, aux prises. Pose de goulottes fixes au sol.

Rappel de consignes fermes: interdiction de manipuler les installations électriques et maintien d'une utilisation des installations conforme à l'usage prévu.

	Incendie				
	A	B	C	D	Total
Document unique 2013			9	4	13

Le nombre de signalements sur cette rubrique du DUERP est en diminution sensible (13 en 2013 pour 27 en 2012).

Sont plus particulièrement abordées les conditions d'évacuation des services en cas d'urgence (Argelès, CdFP Lourdes et Lannemezan, Trie, Paierie départementale), la vétusté des chaudières (CdFP Lannemezan, Vielle Aure) et l'inadaptation des locaux techniques (Castelnau).

Plan d'actions prioritaires: ///

Autres: rédaction d'un règlement intérieur sécurité pour le CdFP de Lannemezan. Organisation d'exercices d'évacuation; maintien en état de fonctionnement des installations de prévention.

SERVICES	Total	Total	Total	Total	Total	Nombre de Surveillances médicales spéciales annuelles	catégories de personnels concernées
	A+	A	E	C	Gen		
SERVICES DE DIRECTION	14,0	25,0	32,0	17,0	88,0		serv. commun, huissier,
Dont Direction	12,0	24,0	24,0	11,0	71,0	10	Red audiol;
Dont Audit	2,0				2,0	2	
Dont Equipe de renfort		1,0	8,0	6,0	15,0	13	
ETPT	13,8	24,8	38,2	19,4	96,2		
TAGERFIP (implanté)	14,0	25,0	32,0	17,0	88,0		
Affectés	14,0	25,0	39,0	20,0	98,0		
BRIGADE DEPARTEMENTALE DE VERIFICATION	1,0	6,0			7,0	6	
BRIGADE DE CONTROLE DE FISCALITE IMMOBIL		1,0			1,0	2	
BRIGADE DE CONTROLE ET DE RECHERCHES		1,0	2,0		3,0	2	
POLE CE	1,0	7,0	3,0		11,0	11	
ETPT	2,0	15,7	6,0		23,7		
TAGERFIP (implanté)	2,0	15,0	5,0		22,0		
Affectés	2,0	17,0	6,0		25,0		
SIP TARBES	2,0	2,0	13,0	24,0	41,0	5	accueil, caisse
GRUPE DES IMMEUBLES			1,0	2,0	3,0	1	serv. Communs
ETPT	2,0	3,0	17,2	21,1	43,3		
TAGERFIP (implanté)	2,0	2,0	13,0	24,0	41,0		
Affectés	2,0	3,0	18,0	22,0	45,0		
SIP-SIE LANNEMEZAN	1,0	2,0	10,0	9,0	22,0	3	accueil, caisse
ETPT	1,0	2,0	9,8	8,2	21,0		
TAGERFIP (implanté)	1,0	2,0	10,0	9,0	22,0		
Affectés	1,0	2,0	10,0	9,0	22,0		
SIP-SIE LOURDES	1,0	2,0	12,0	12,0	27,0	5	accueil, caisse
ETPT	1,0	1,8	10,1	11,2	24,1		
TAGERFIP (implanté)	1,0	2,0	12,0	12,0	27,0		
Affectés	1,0	2,0	11,0	12,0	26,0		
SIE TARBES	1,0	2,0	15,0	10,0	28,0		
ETPT	1,0	2,0	13,4	13,8	30,2		
TAGERFIP (implanté)	1,0	2,0	15,0	10,0	28,0		
Affectés	1,0	2,0	14,0	14,0	31,0		
LANNEMEZAN CTRE HOSP. SPEC.	1,0		4,0	2,0	7,0		
ETPT	1,0		2,5	2,8	6,3		
TAGERFIP (implanté)	1,0		4,0	2,0	7,0		
Affectés	1,0		3,0	3,0	7,0		
TRESORERIE ARGELES GAZOST	1,0		4,0	3,0	8,0		
ETPT	1,0		4,0	2,7	7,7		
TAGERFIP (implanté)	1,0		4,0	3,0	8,0		
Affectés	1,0		4,0	3,0	8,0		
TRESORERIE ARREAU BORDERES		1,0	3,0	1,0	5,0		
ETPT		1,0	1,0	2,0	4,0		
TAGERFIP (implanté)		1,0	3,0	1,0	5,0		
Affectés		1,0	1,0	2,0	4,0		
TRESORERIE BAGNERES CAMPAN	1,0	1,0	5,0	4,0	11,0	1	accueil, caisse
ETPT	1,0	1,0	2,0	4,9	8,9		
TAGERFIP (implanté)	1,0	1,0	5,0	4,0	11,0		
Affectés	1,0	1,0	2,0	6,0	10,0		
TRESORERIE La BARTHE		1,0	1,0		2,0		
ETPT		1,0	1,5		2,5		
TAGERFIP (implanté)		1,0	1,0		2,0		
Affectés		1,0	2,0		3,0		
TRESORERIE CASTELNAU GALAN		1,0	1,0	1,0	3,0		
ETPT		1,0	1,0	0,8	2,8		
TAGERFIP (implanté)		1,0	1,0	1,0	3,0		
Affectés		1,0	1,0	1,0	3,0		
TRESORERIE LOURES BAROUSSE		1,0		1,0	2,0		
ETPT		1,0	1,0		2,0		
TAGERFIP (implanté)		1,0		1,0	2,0		
Affectés		1,0	1,0		2,0		
TRESORERIE LUZ	1,0		3,0	1,0	5,0		
ETPT		1,0	2,0	1,8	4,8		
TAGERFIP (implanté)	1,0		3,0	1,0	5,0		
Affectés		1,0	2,0	2,0	5,0		
TRESORERIE MAUBOURGUET	1,0		4,0	1,0	6,0		
ETPT		1,0	3,0	1,0	5,0		
TAGERFIP (implanté)	1,0		4,0	1,0	6,0		
Affectés		1,0	3,0	1,0	5,0		

SERVICES	Total				Total Gen
	A	B	C	D	
TRESORERIE OSSUN		1,0	1,0		2,0
ETPT		1,0	1,0	1,0	3,0
TAGERFIP (implanté)		1,0	1,0		2,0
Affectés		1,0	1,0	1,0	3,0
TRESORERIE RABASTENS		1,0	1,0	2,0	4,0
ETPT		1,0	1,7	0,8	3,5
TAGERFIP (implanté)		1,0	1,0	2,0	4,0
Affectés		1,0	2,0	1,0	4,0
TRESORERIE ST LAURENT		1,0	1,0		2,0
ETPT		1,0		1,0	2,0
TAGERFIP (implanté)		1,0	1,0		2,0
Affectés		1,0		1,0	2,0
TRESORERIE TOURNAY		1,0	1,0	1,0	3,0
ETPT		1,0	2,8		3,8
TAGERFIP (implanté)		1,0	1,0	1,0	3,0
Affectés		1,0	3,0	1,0	5,0
TRESORERIE TRIE		1,0	1,0	1,0	3,0
ETPT		1,0	1,0	1,0	3,0
Affectés		1,0	1,0	1,0	3,0
TRESORERIE VIC		1,0	2,0	1,0	4,0
ETPT		1,0	0,8	1,0	2,8
TAGERFIP (implanté)		1,0	2,0	1,0	4,0
Affectés		1,0	1,0	1,0	3,0
TRESORERIE VIELLE AURE	1,0		2,0	1,0	4,0
ETPT		1,0	2,0		3,0
TAGERFIP (implanté)	1,0		2,0	1,0	4,0
Affectés		1,0	2,0		3,0
TRESORERIE LANNEMEZAN		1,0	1,0	2,0	4,0
ETPT		1,0	1,0	2,0	4,0
TAGERFIP (implanté)		1,0	1,0	2,0	4,0
Affectés		1,0	1,0	2,0	4,0
TRESORERIE LOURDES	1,0	1,0	4,0	5,0	11,0
ETPT	1,0	1,0	6,0	3,2	11,2
TAGERFIP (implanté)	1,0	1,0	4,0	5,0	11,0
Affectés	1,0	1,0	6,0	4,0	12,0
TRESORERIE TAE	1,0	1,0	4,0	2,0	8,0
ETPT	1,0	0,9	4,8	3,0	9,7
TAGERFIP (implanté)	1,0	1,0	4,0	2,0	8,0
Affectés	1,0	1,0	5,0	3,0	10,0
TRESORERIE TARBES MUNICIPALE	1,0	2,0	9,0	7,0	19,0
ETPT	1,0	1,9	7,6	6,6	17,1
TAGERFIP (implanté)	1,0	2,0	9,0	7,0	19,0
Affectés	1,0	2,0	8,0	7,0	18,0
PAIERIE DEPARTEMENTALE	1,0	1,0	5,0	3,0	10,0
ETPT	1,0	1,0	4,0	3,6	9,6
TAGERFIP (implanté)	1,0	1,0	5,0	3,0	10,0
Affectés	1,0	1,0	4,0	4,0	10,0
PRS	1,0		3,0		4,0
ETPT	1,0		3,0		4,0
TAGERFIP (implanté)	1,0		3,0		4,0
Affectés	1,0		3,0		4,0
CDIF	1,0	1,0	9,0	5,0	16,0
ETPT	1,0	0,8	10,4	4,8	17,0
TAGERFIP (implanté)	1,0	1,0	9,0	5,0	16,0
Affectés	1,0	1,0	11,0	5,0	18,0
CONSERVATION DES HYPOTHEQUES 1° B			5,0	4,0	9,0
ETPT	1,0		5,0	5,5	11,5
TAGERFIP (implanté)			5,0	4,0	9,0
Affectés	1,0		5,0	6,0	12,0
CONSERVATION DES HYPOTHEQUES 2° B			4,0	3,0	7,0
ETPT	1,0		3,8	3,0	7,8
TAGERFIP (implanté)			4,0	3,0	7,0
Affectés	1,0		4,0	3,0	8,0

Nombre de
Surveillances
médicales
spéciales
annuelles

catégories de personnels
concernées

1 accueil, caisse

1 accueil, caisse

4

8 géomètres

10 contractuels pour mémoire

TAGERFIP (implanté)	33,0	66,0	165,0	123,0	387,0
ETPT	31,8	69,9	167,6	126,2	395,5

85